

Jean-Luc Tavernier, le directeur général de l'Insee : « A la fin de l'année, on aura retrouvé le niveau d'activité de fin 2019 »

 [lemonde.fr/economie/article/2021/07/01/a-la-fin-de-l-annee-on-aura-retrouve-le-niveau-d-activite-de-fin-2019_6086569_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/07/01/a-la-fin-de-l-annee-on-aura-retrouve-le-niveau-d-activite-de-fin-2019_6086569_3234.html)

Béatrice Madeline

Article réservé aux abonnés



Jean-Luc Tavernier, le directeur général de l'Insee, le 15 octobre 2018 à Montrouge, lors de l'inauguration des nouveaux locaux de l'institut de statistiques. VINCENT ISORE/IP3

La confiance des ménages a dépassé en juin, pour la première fois depuis le début de la crise sanitaire, sa moyenne de longue période, la consommation a rebondi de 10 % en mai, le taux de chômage est stable... Dans un entretien, Jean-Luc Tavernier, le directeur général de l'Insee (dont la note de conjoncture a été publiée jeudi 1^{er} juillet), se dit confiant sur la reprise et estime une inflation autour de 1,8 % en fin d'année.

Lire aussi [Des lueurs d'optimisme pour l'économie française : le diagnostic de l'Insee après le déconfinement](#)

Après un an et demi de pandémie, tous les voyants de l'économie française sont passés au vert. La crise est-elle derrière nous ?

Lire aussi [En France, la reprise tient ses promesses, la prévision de croissance revue à la hausse](#)

Compte tenu des données issues des enquêtes de conjoncture et des enquêtes de confiance auprès des ménages – collectées dans une période très favorable du point de vue de l'amélioration de la situation sanitaire et de la levée des restrictions –, la croissance devrait atteindre 6 % cette année par rapport à 2020. Pour mémoire, le produit intérieur brut (PIB) a été en léger recul de 0,1 % au premier trimestre, il progresserait de 0,7 % au deuxième trimestre, et nous prévoyons 3,4 % au troisième trimestre et 0,7 % au quatrième.

Lire aussi [La France affiche une reprise poussive au premier trimestre, tirée par l'investissement des entreprises](#)

Nous pensons que nous reviendrons à la fin de l'année au niveau d'activité pré-crise, celui qui avait été atteint à la fin de l'année 2019. C'est mieux que ce que la plupart des conjoncturistes anticipaient en début d'année. Mais il faut rester prudent, comme nous l'avons toujours été dans nos prévisions depuis le début de cette crise : tout dépendra de la situation sanitaire, de l'évolution du variant Delta et du développement de la vaccination.

A cette réserve près, peut-on dire que la crise sera derrière nous à la fin de l'année ?

Entendons-nous bien : on aura retrouvé le niveau d'activité de fin 2019, ce qui ne signifie pas que nous aurons rattrapé le terrain perdu. Pendant ces deux années, on aurait quand même dû avoir un peu de croissance. En mettant bout à bout les différentes analyses sectorielles, nous estimons ce terrain perdu à 1,6 point de PIB. Environ la moitié de cette perte est imputable aux secteurs les plus touchés par la crise, comme l'aéronautique ou le tourisme.

Certains redoutaient une très forte hausse du chômage, elle ne s'est pas produite...

Effectivement, les pertes d'emplois ont été freinées par le dispositif d'activité partielle l'an passé, et la reprise des créations d'emplois avec le redressement de l'activité. Le taux de chômage reste un peu au-dessus de 8 % et devrait se maintenir à ce niveau à la fin de l'année. Si certains actifs qui avaient cessé de chercher un emploi vont revenir sur le

marché du travail dans les mois qui viennent. Dans le même temps, de nombreux secteurs devraient recréer des emplois au second semestre, notamment dans les services. On attend ainsi un peu plus de 300 000 créations d'emplois cette année, contre 300 000 destructions d'emplois en 2020. On reviendra, alors, au niveau d'il y a deux ans.

Faut-il s'inquiéter des difficultés de recrutement que rencontrent nombre de chefs d'entreprise ?

On observe dans nos enquêtes les difficultés de recrutement réapparaître dans les secteurs qui en rencontraient déjà avant la crise. C'est un point de vigilance à moyen terme, mais cela ne devrait pas entraver le rebond global de l'économie à court terme. On observe aussi des difficultés d'approvisionnement inhabituelles dans certains secteurs de l'industrie et dans la construction. Elles sont le témoin d'une reprise assez vive et de la remise en route des chaînes d'activité mondiale, un phénomène qui devrait être transitoire.

Un autre motif d'inquiétude concerne l'inflation...

Sur les six premiers mois de l'année, l'inflation a accéléré à 1,5 %, et nous estimons que nous atteindrons 1,8 % en fin d'année, en raison de la hausse des prix du pétrole et des matières premières industrielles et agricoles. Nous n'avons pas de conviction encore établie sur ce que nous appelons les « effets de second tour », à savoir la réaction des salaires à cette remontée des prix. En tout état de cause, ils ne se manifesteraient pas, à notre horizon de prévision, d'ici à la fin de l'année.

La crise a conduit les ménages à épargner massivement. Avec la reprise et la stabilité de l'emploi, les Français vont-ils desserrer un peu les cordons de la bourse ?

A mon sens, il serait imprudent d'évoquer une désépargne massive des ménages. On envisage plutôt un retour progressif du taux d'épargne des Français vers son niveau « standard », autour de 15 % du revenu – il était à 15,1 % fin 2019 – à la fin de l'année. Mais si la confiance des ménages s'améliore fortement ces dernières semaines, on ne voit pas encore, à ce stade, les Français dépenser toute l'épargne accumulée. Tous les ménages n'ont, au demeurant, pas constitué un surcroît d'épargne.

Quels seront, au fond, les stigmates de la crise pour l'économie française ?

Tous les fondamentaux sont là, les préférences collectives n'ont pas changé tant que ça. Beaucoup pensaient que le monde d'après serait très différent du monde d'avant, mais c'est plus nuancé : il y a des évolutions, pas de révolution. Certaines mutations du tissu productif ont été un peu accélérées. Parmi les interrogations, je citerais le sujet de la productivité. Mais on a encore une profonde ignorance de la manière dont elle va évoluer, avec le télétravail et l'économie numérique. Il y a aussi la formation : alors que s'opèrent

des recompositions sectorielles qui vont nécessiter des reconversions professionnelles, la formation initiale comme la formation professionnelle ont été perturbées pendant la crise.

Comment évaluez-vous l'impact du plan de relance ?

Nous n'avons pas fait de chiffrage à ce stade de la contribution du plan de relance à la reprise de l'activité.

Lire aussi [Bercy présente son plan de sortie de crise pour les entreprises](#)

Comment la France se positionne-t-elle en sortie de crise par rapport à ses principaux voisins ?

Les Etats-Unis, clairement, sont en tête dans la reprise, en termes de croissance du PIB, mais il ne faut pas oublier que leur démographie est très différente de la nôtre.

L'Allemagne devrait elle aussi retrouver son niveau d'avant-crise d'ici à la fin de l'année.

Nous sommes dans la moyenne, un peu mieux que l'Italie et le Royaume-Uni, l'Espagne étant le pays le plus affecté en raison de sa spécialisation touristique.

Qu'attendre pour 2022, voire 2023 ?

Aussi longtemps que les risques sanitaires ne seront pas derrière nous, ce serait manquer d'humilité que de formuler, à ce stade, des prévisions à cette échéance.

Lire aussi [La reprise après le Covid-19 : une équation à plusieurs inconnues](#)
[Béatrice Madeline](#)

Contribuer

- Favoris
- Partage

Édition du jour

Daté du samedi 3 juillet



Lire le journal numérique [Les éditions précédentes](#)

